L.322/1

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre,

saisi par le Ministre de la Justice

le 22 décembre 1948
d'une demande d'avis
sur un projet de loi complétant et simplifiant la procédure en Cour de cassation,

a donné en sa séance du
14 février 1949
l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer,

verzocht door de Minister van Justitie

op 22 December 1948, hem
van advies te dienen over een ontwerp van wet tot aanvulling en vereenvoudiging van de rechtspleging in het Hof van Verbreking,

heeft ter zitting van
14 Februari 1949
het volgend advies gegeven :

Selon l'exposé des motifs, le projet tend à supprimer certains pratiques désuètes et à combler des lacunes de la procédure en cassation. Etant donné cet objet restreint, le Conseil d'Etat a limité strictement son examen aux dispositions légales amendées par le projet. Le dépôt par le sénateur STRUYE d'une proposition apportant à la procédure en cassation une autre modification de détail montre que le projet n'a tenté qu'une réforme fragmentaire.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger comme suit l'intitulé: "Projet de loi modifiant la procédure en cassation" en s'inspirant de celui de la loi du 25 février 1925. Les mots " complétant et simplifiant " n'éclairent en rien le lecteur sur la portée du projet.

L'arrêté de présentation ne doit pas viser l'avis du Conseil d'Etat, celui-ci étant annexé à l'exposé des motifs.

* *

Le Conseil d'Etat est d'avis de réunir dans un seul article les modifications apportées à une même loi et de classer les articles selon l'ordre chronologique des lois modifiées.

Si la proposition de loi du sénateur STRUYE était jointe au projet, les amendements qu'il propose s'y rangeraient aisément. Il en serait de même d'autres amendements qui pourraient surgir lors des débats parlementaires.

* *

Soucieux de réduire autant que faire se peut les renvois d'un texte à un autre, le Conseil d'Etat propose de reproduire à l'article 27 de la loi du 25 février 1925, un texte inspiré du nouvel article 8 de la dite loi.

* *

Le Conseil d'Etat propose de maintenir à l'article 20 de la loi du 25 février 1925, la mention, à son avis indispensable, de la date de la réception des requêtes et mémoires par le greffier.

*

* *

A l'article 53 de l'arrêté du prince souverain, il y a lieu de mettre en concordance l'alinéa 1er avec l'alinéa 2 en supprimant la mention superflue de la partie civile.

A l'alinéa 3, il convient de supprimer les mots "sans frais" par concordance avec l'article 20 nouveau de la loi du 25 février 1925.

*

* *

Les lois sont obligatoires le dixième jour après celui de leur publication au Moniteur belge. L'exposé des motifs n'indiquant aucune raison de déroger à cette règle, le Conseil d'Etat propose d'omettre la première phrase de l'article 9 du projet.

Il y aura lieu de publier la loi au Bulletin officiel du Congo belge, puisqu'elle est une loi particulière applicable à la colonie. La loi du 25 février 1925, qu'elle modifie, a d'ailleurs paru au Bulletin officiel.

Le Conseil d'Etat propose de modifier en conséquence les dispositions transitoires.

*

* *

Le Conseil d'Etat apporte quelques modifications de forme, d'ailleurs peu importantes, notamment en vue d'assurer la concordance avec les lois anciennes qui écrivent "cour de cassation" "ordre judiciaire" et même "prince souverain" avec des minuscules.

*

* *

TEXTE PROPOSE

PROJET DE LOI MODIFIANT LA PROCEDURE EN CASSATION.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Le Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er -

Les modifications ci-après sont apportées au Code d'instruction criminelle :

§ 1er.- L'article 419 est abrogé.

§ 2.- Les articles 423, 424, 425 et 436 sont remplacés par les dispositions suivantes :

" Article 423 - Dans les cinq jours qui suivront l'expiration du délai de dix jours prévu à l'article 422, le greffier fera passer au magistrat chargé du ministère public, les pièces du procès et l'expédition de l'arrêt ou du jugement attaqué.
Il en rédigera au préalable un inventaire et le joindra, sous peine de cent francs d'amende, laquelle sera prononcée par la cour de cassation."

" Article 424 - Le magistrat chargé du ministère public près la cour ou le tribunal qui aura rendu l'arrêt ou le jugement attaqué, remettra sans désemparer le dossier au procureur général près la cour de cassation, qui inscrira immédiatement la cause au rôle général."

celui-ci le transmettra au greffier de la cour de cassation

" Article 425 - Les demandeurs pourront aussi transmettre directement leurs mémoires et pièces au greffe de la cour de cassation. Néanmoins, la partie civile ne pourra y déposer de mémoire sans le concours d'un avocat à la cour de cassation. "

" Article 436 - La partie civile qui succombera dans son recours soit en matière criminelle, soit en matière correctionnelle ou de police sera condamnée aux frais."

Article 2 -

Les modifications ci-après sont apportées à l'arrêté du prince souverain du 15 mars 1815, contenant règlement organique de la procédure en cassation.

§ 1er L'article 53 est remplacé par la disposition suivante:

" Article 53 - ~~§ 1er~~ - Le demandeur en cassation qui voudra plaider l'affaire, indiquera ses moyens dans un mémoire qui sera préalablement communiqué au ministère public, huit jours au moins avant l'audience.

Il ne pourra toutefois plus produire ni mémooires, ni pièces autres que les désistements, les actes de reprises d'instance ou ceux qui révèlent que le pourvoi est devenu sans objet, après que deux mois se seront écoulés depuis le jour où la cause aura été inscrite par le greffier au rôle général.

Le greffier constatera la remise par les parties de mémoires ou pièces au moyen de notes marginales qu'il signera en indiquant la date de réception.

Il délivrera récépissé au déposant, s'il en est requis."

§ 2 - Il est ajouté un article 59bis libellé comme suit :

" Article 59bis - En toutes matières, les arrêts de la cour contiendront taxation des dépens de l'instance."

Article 3 -

Les modifications ci-après sont apportées à la loi du 4 août 1832 organique de l'ordre judiciaire :

§ ler - L'article 30 est remplacé par la disposition suivante:

" Article 30 - Les expéditions des arrêts de cassation sont transmises aux greffes des cours et tribunaux dont les arrêts ou jugements ont été cassés; elles sont enliassées par les soins du greffier suivant une série ininterrompue de numéros. Mention de l'arrêt de cassation est faite en marge des arrêts ou jugements annulés; cette mention indique le numéro donné à l'expédition classée."

§ 2 - L'article 58 est abrogé.

Article 4 -

Les modifications ci-après sont apportées à la loi du 25 février 1925, concernant la procédure en cassation en matière civile :

§ ler - L'article 8 est complété par la disposition suivante:

" Le pourvoi sera déclaré non-recevable chaque fois que plus de quinze jours se seront écoulés entre celui de la signification et celui de sa remise au greffe, même si, au moment de la remise le délai pour introduire le pourvoi déterminé par les articles 1 à 6 n'est pas expiré."

§ 2 - L'article 18, alinéa ler, est remplacé par la disposition suivante :

" La requête introductive et les mémoires porteront l'inventaire des pièces qui y seront jointes, côtées et paraphées par l'avocat à la cour de cassation."

§ 3 - L'article 20 est remplacé par la disposition suivante :

" Le greffier constatera la remise des requêtes ou mémoires au moyen de notes marginales qu'il signera en indiquant la date de la réception. Il côtera et paraphera les pièces

" jointes. Il constatera leur nombre par une note signée en marge de l'inventaire.

Il délivrera récépissé à la partie, s'il en est requis."

§ 4 - Un alinéa, libellé comme suit, est inséré entre les alinéas 1er et 2 de l'article 27, 1° :

" Le pourvoi sera déclaré non recevable chaque fois que plus de trois mois se sont écoulés entre la signification de la requête et sa remise au greffe, même si, au moment de la remise, le délai pour introduire le pourvoi déterminé par les articles 1 à 6 n'est pas expiré."

Article 5 -

Les articles 27 et 28 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire sont remplacés par les dispositions suivantes :

x

x

x

x

x

" Article 27 . Si la décision attaquée a été rendue en français ou en néerlandais, la procédure devant la cour de cassation est faite en la langue de cette décision."

" Article 27bis. Si la décision attaquée a été rendue en allemand il est fait application des règles suivantes :

§ ler - Dans les affaires auxquelles les règles de la procédure en cassation en matière civile sont applicables, le demandeur rédige la requête en cassation dans la langue nationale de son choix.

Si la requête a été rédigée en français ou en néerlandais, ce choix détermine à l'égard de tous la langue dans laquelle sera poursuivie la procédure.

Si la requête a été rédigée en allemand ou si plusieurs requêtes concernant la même décision ont été rédigées en différentes langues, le premier président rend, dès l'introduction du pourvoi, une ordonnance déterminant la langue dans laquelle sera poursuivie la procédure.

§ 2 - Dans les autres affaires, les déclarations de pourvoi sont faites et les requêtes ou mémoires sont rédigés par les parties dans la langue nationale de leur choix.

S'il a été fait usage du français ou du néerlandais, pour toutes les déclarations et pour la rédaction de toutes les requêtes et de tous les mémoires concernant la même décision, ce choix détermine à l'égard de tous la langue dans laquelle la procédure sera poursuivie à l'audience.

S'il a été fait usage pour la déclaration ou pour la rédaction des requêtes ou mémoires, soit de l'allemand, soit de différentes langues, le premier président rend, au moment de la distribution de la cause, une ordonnance déterminant la langue dans laquelle la procédure sera poursuivie, à partir de l'audience.

" § 3 - En toutes matières, le conseiller rapporteur peut ordonner, aux frais du Trésor, la traduction des pièces, en tout ou en partie."

" Article 28 - Les arrêts de la cour de cassation sont rédigés en néerlandais et en français.

Ils sont prononcés en la langue prescrite pour la procédure.

Les contestations basées sur la divergence des textes sont tranchées par la cour, suivant les règles ordinaires d'interprétation, sans prééminence de l'un des textes sur l'autre."

Article 6 -

Le titre XVI de la seconde partie du règlement du 28 juin 1738 concernant la procédure que Sa Majesté veut être observée en son conseil est abrogé.

Article 7 -

La non recevabilité du pourvoi, édictée par les articles 8 et 27 de la loi du 25 février 1925 modifiée par l'article 4 de la présente loi, ne pourra être prononcée que si plus de quinze jours se sont écoulés entre le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge et celui de la remise de la requête au greffe.

La non recevabilité du pourvoi dirigé contre une décision rendue au Congo belge et signifiée par exploit dressé dans la colonie ne pourra être prononcée que si plus de trois mois se sont écoulés entre le jour de la publication au Bulletin officiel du Congo belge et celui de la remise au greffe.

Des mémoires ou des pièces ne pourront être écartés de la procédure en exécution de l'article 53 de l'arrêté du prince souverain du 15 mars 1815 modifié par l'article 2 de la présente loi que s'ils sont produits après que deux mois se sont écoulés depuis le jour de sa publication.

Donné à , le

PAR LE REGENT:
Le Ministre de la Justice,

Volgens de memorie van toelichting heeft het ontwerp tot doel, in de rechtspleging in verbreking, sommige verouderde methodes af te schaffen en leemten aan te vullen. Aangezien dit doel aldus beperkt is, heeft de Raad van State zich in zijn onderzoek strikt gehouden aan de wettelijke bepalingen, die door het ontwerp worden geamendeerd. De neerlegging door senator Struye van een voorstel waarbij in de rechtspleging in verbreking een andere detail-wijziging wordt aangebracht toont aan dat het ontwerp slechts een poging was tot fragmentarische hervorming. Voortgaand op de titel van de wet van 25 Februari 1925, stelt de Raad van State voor aan dit ontwerp volgende titel te geven:

" Ontwerp van wet houdende wijziging van de rechtspleging in verbreking". De woorden " tot aanvulling en vereenvoudiging" brengen voor de lezer geen toelichting betreffende de inhoud van het ontwerp.

*

* *

Het besluit tot indiening moet niet verwijzen naar het advies van de Raad van State, vermits dit laatste bij de memorie van toelichting gevoegd is.

*

* *

De Raad van State is van mening dat de wijzigingen in één zelfde wet best in één enkel artikel worden samengebracht en de artikelen gerangschikt volgens de chronologische orde der gewijzigde wetten.

Indien het wetsvoorstel van senator Struye bij het ontwerp gevoegd werd, dan zouden de amendementen, die hij voorstelt er gemakkelijk op de geschikte plaats kunnen worden in opgenomen. Hetzelfde zou kunnen geschieden met de amendementen, die tijdens de parlementaire besprekingen mochten opgeworpen worden.

*

* *

In zijn bezorgdheid om de verwijzingen van een tekst naar een andere zoveel mogelijk te beperken, stelt de Raad van State, voor artikel 27 van de wet van 25 Februari 1925, een tekst voor, die steunt op het nieuw artikel 8 van de bedoelde wet.

*
* *

De Raad van State stelt voor in artikel 20 van de wet van 25 Februari 1925, de naar zijn mening onontbeerlijke vermelding te behouden van de datum van ontvangst, door de griffier, van de verzoekschriften en memoriën.

*
* *

In artikel 53 van het besluit van de souvereine vorst, moet alinea 1 met alinea 2 in overeenstemming worden gebracht door de overbodige vermelding van de burgerlijke partij te laten wegvallen. Om overeenstemming te bekomen met het nieuw artikel 20 van de wet van 25 Februari 1925, moeten in alinea 3 de woorden "zonder kosten" wegvallen.

*
* *

De wetten zijn bindend de tiende dag nadat zij in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt. Vermits de memorie van toelichting geen enkele reden aanvoert om van deze regel af te wijken stelt de Raad van State voor de eerste zin van artikel 9 van het ontwerp weg te laten.

De wet zal moeten bekendgemaakt worden in het Ambtelijk blad van Belgisch Congo, vermits zij een bijzondere, voor de kolonie toepasselijke wet is. De wet van 25 Februari 1925, die zij wijzigt werd ten andere in het Ambtelijk blad opgenomen.

De Raad van State stelt voor de overgangsbepalingen te wijzigen met inachtneming van de voorgaande opmerkingen.

*
* *

.../...

De Raad van State brengt enkele vormwijzigingen aan, die ten andere weinig belangrijk zijn, vooral met het oog op de overeenstemming met de andere wetten waarin " Hof van verbreking" "rechterlijke orde" en zelfs "souvereine vorst" met kleine beginletters geschreven zijn.

VOORGESTELDE TEKST

ONTWERP VAN WET HOUDENDE WIJZIGING VAN DE RECHTSPLEGING IN VERBREKING.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

De Minister van Justitie is gelast in Onze Naam bij de wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt:

Artikel 1.-

De onderstaande wijzigingen worden aangebracht in het Wetboek van Strafvordering:

§ 1. Artikel 419 is opgeheven.

§ 2. De artikelen 423, 424, 425 en 436 worden door de volgende bepalingen vervangen:

" Artikel 423 - Binnen de vijf dagen die op het verstrijken van de in artikel 422 voorziene termijn van tien dagen volgen, maakt de griffier de stukken van het proces en de uitgifte van het bestreden arrest of vonnis over aan de magistraat die met het openbaar ministerie is belast.

Hij moet er vooraf een inventaris van opmaken en die er bijvoegen, op straffe van een geldboete van honderd frank, die door het Hof van verbreking uitgesproken wordt".

" Artikel 424 - De magistraat, belast met het openbaar ministerie bij het Hof of de rechtbank die het bestreden arrest of vonnis gewezen heeft, maakt het dossier onverwijld over aan de procureur-generaal bij het Hof van verbreking; deze laatste stelt het in handen van de griffier van het Hof van verbreking, die de zaak onmiddellijk op de algemene rol brengt",

" Artikel 425 - Ook kunnen de eisers hun memoriën en stukken rechtstreeks aan de griffie van het Hof van verbreking overmaken. Nochtans kan de burgerlijke partij daar de memorie alleen indienen door de ambtelijke tussenkomst van een advocaat bij het Hof van verbreking".

" Artikel 436 - De burgerlijke partij, wier eis tot verbreking hetzij in criminele zaken, hetzij in correctionele zaken of in politiezaken wordt afgewezen, wordt veroordeeld tot de kosten".

Artikel 2.-

De onderstaande wijzigingen worden aangebracht in het besluit van de souvereine vorst van 15 Maart 1815, houdende organiek reglement van de rechtspleging in verbreking.

§ 1. - Artikel 53 wordt door de volgende bepaling vervangen:

" Artikel 53 - De eiser in verbreking die de zaak wil pleiten, zal zijn middelen aanduiden in een memorie, die vooraf aan het openbaar ministerie zal medegedeeld worden, ten minste acht dagen voor de terechtzitting.
Hij kan evenwel geen andere memoriën noch stukken meer indienen dan de afstanden van de instantie, de akten van hervatting van het geding of die waaruit blijkt dat de voorziening doelloos is geworden, nadat twee maanden zijn verstreken sedert de dag waarop de zaak door de griffier op de algemene rol werd gebracht.
Het overleggen van memoriën of stukken door partijen wordt bevestigd door een kanttekening door de griffier gesteld

en getekend, met bijvoeging van de datum der ontvangst. Indien hij er toe wordt gevorderd, levert hij aan de indiener een ontvangstbewijs af".

§ 2. - Er wordt een artikel 59 bis ingevoegd luidend als volgt:

" Artikel 59 bis - In alle zaken, behelzen de arresten van het Hof van verbreking begroting van de kosten van het geding".

Artikel 3 -

De onderstaande wijzigingen worden aangebracht in de wet van 4 Augustus 1932 tot inrichting van de rechterlijke orde:

§ 1. - Artikel 30 wordt door de volgende bepaling vervangen:

" Artikel 30 - De uitgiften van de arresten van verbreking worden overgemaakt aan de griffies van de Hoven en rechtbanken wier arresten of vonnissen verbroken werden; zij worden door de zorgen van de griffier gerotuleerd volgens een ononderbroken reeks van nummers. Van het arrest van verbreking wordt melding gemaakt op de kant van de vernietigde arresten of vonnissen; die melding duidt het nummer aan dat aan de geclasseerde uitgifte werd gegeven".

§ 2 - Artikel 58 is opgeheven.

Artikel 4.-

De onderstaande wijzigingen worden aangebracht aan de wet van 25 Februari 1925, betreffende de rechtspleging in cassatie in burgerlijke zaken:

§ 1. - Artikel 8 wordt door de volgende bepaling aangevuld :

" De voorziening wordt niet ontvankelijk verklaard telkens wanneer meer dan vijftien dagen verstroken zijn tussen de dag der betekening van het verzoekschrift en de dag waarop dit verzoekschrift ter griffie wordt overgelegd, zelfs indien, op het tijdstip van de overlegging, de door de

.../...

artikelen 1 tot 6 bepaalde termijn om de voorziening in te stellen niet verstreken is".

§ 2. - Artikel 18, alinea 1 wordt door de volgende bepaling vervangen:

" In het inleidend verzoekschrift en in de memoriën wordt opgave gedaan van de daarbijgaande, door de advocaat bij het Hof van verbreking, genummerde en geparafeerde stukken".

§ 3.- Artikel 20 wordt door de volgende bepaling vervangen:

" Het overleggen van de verzoekschriften of memoriën wordt bevestigd door een kanttekening door de griffier gesteld en getekend, met bijvoeging van de datum van de ontvangst. Hij nummert en parafeert de bijgevoegde stukken. Hij bevestigt hun aantal door een op de rand van de inventaris ondertekende nota.
Indien hij er toe wordt gevorderd levert hij aan de partij een ontvangstbewijs af".

§ 4. - Een als volgt luidende alinea wordt tussen de alinea's 1 en 2 van artikel 27, 1°, ingevoegd:

" De voorziening wordt niet ontvankelijk verklaard telkens als meer dan drie maanden verlopen zijn tussen de betekening van het verzoekschrift en het overleggen er van aan de griffie, zelfs wanneer, op het ogenblik van de overlegging, de door de artikelen 1 tot 6 bepaalde termijn voor het indienen van de voorziening niet is verstreken".

Artikel 5.-

De artikelen 27 en 28 van de wet van 15 Juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken worden door de volgende bepalingen vervangen:

.../...

" Artikel 27.- Indien de bestreden beslissing in het Frans of in het Nederlands werd gewezen, wordt de rechtspleging voor het Hof van verbreking gevoerd in de taal van die beslissing".

" Artikel 27 bis. - Indien de bestreden beslissing in het Duits werd gewezen, worden de volgende regelen toegepast:

§ 1.- In de gedingen waarop de regelen van de rechtspleging in verbreking in burgerlijke zaken toepasselijk zijn, stelt de eiser het verzoekschrift tot verbreking in de landstaal van zijn keuze.
Indien het verzoekschrift in het Frans of in het Nederlands werd gesteld, bepaalt die keus ten aanzien van allen de taal waarin de rechtspleging wordt voortgezet.
Indien het verzoekschrift in het Duits werd gesteld of indien verschillende verzoekschriften betreffende dezelfde beslissing in verschillende talen werden gesteld, verleent de eerste-voorzitter, zodra de voorziening is ingesteld, een bevelschrift waarbij de taal wordt bepaald waarin de rechtspleging zal worden voortgezet.

§ 2.- In de andere gedingen, worden door de partijen de verklaringen tot voorziening in verbreking gedaan en de verzoekschriften of memoriën gesteld in de landstaal van hun keuze.
Indien, voor alle verklaringen en voor het opstellen van alle verzoekschriften en alle de memoriën die op dezelfde beslissing betrekking hebben, het Frans of het Nederlands werd gebezigd, bepaalt die keus ten overstaan van allen de taal waarin de rechtspleging van af de terechtzitting zal worden voortgezet.
Indien, voor de verklaringen of voor het opstellen van de verzoekschriften of van de memoriën hetzij het Duits, hetzij verschillende talen werden gebezigd, verleent de eerste-voorzitter op het ogenblik der toedeling van de zaak, een bevelschrift waarbij de taal wordt bepaald

.../...

waarin de rechtspleging, van af de terechtzitting, zal worden voortgezet.

§ 3.- In alle zaken mag de raadsheer-verslaggever de vertaling, ten laste van 's Lands kas, van alle stukken of van een deel er van bevelen".

" Artikel 28 - De arresten van het Hof van verbreking worden in het Nederlands en in het Frans gesteld.
Zij worden uitgesproken in de voor de rechtspleging voorgeschreven taal.
De betwistingen, op grond van tekstverschillen, worden door het Hof beslecht volgens de gebruikelijke regelen van verklaring zonder voorrang van een der teksten op de andere".

Artikel 6.-

Titel XVI van het tweede deel van het reglement van 28 Juni 1738 betreffende de rechtspleging die Zijne Majesteit in Zijn raad wil nageleefd zien, is opgeheven.

Artikel 7.-

De niet ontvankelijkheid van de voorziening opgelegd door de artikelen 8 en 27 van de wet van 25 Februari 1925 gewijzigd bij artikel 4 van deze wet kan niet worden uitgesproken tenzij meer dan vijftien dagen verstreken zijn tussen de dag waarop deze wet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt en die waarop het verzoekschrift ter griffie werd overlegd.

De niet-ontvankelijkheid van de voorziening, die tegen een in Belgisch Congo gewezen beslissing gericht en door een in de kolonie opgemaakt exploot betekend is, kan niet worden uitgesproken tenzij meer dan drie maanden verstreken zijn tussen de dag van de bekendmaking in het Ambtelijk Blad van Belgisch Congo en die waarop het verzoekschrift ter griffie werd overgelegd.

.../...

Geen memoriën of stukken mogen ter uitvoering van artikel 53 van het besluit van de souvereine vorst van 15 Maart 1815 gewijzigd bij artikel 2 van deze wet uit de rechtspleging geweerd worden tenzij indien zij voorgelegd worden nadat, sedert de dag van haar bekendmaking twee maanden verstreken zijn.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Justitie,

Etaient présents :		Waren aanwezig :	
Messieurs :	J.SUETENS,	président du Conseil d'Etat,	président
de Heren :		voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
	V.DEVAUX, M.SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	G. DOR P. ANSIAUX	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,